



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers :

En exercice	14
Présents	12
Votants	13

L'an deux mille dix-neuf, le 18 mars,

Le conseil municipal de la commune de Nonglard, dûment convoqué le 14 mars, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de M. Christophe GUITTON, Maire.

Présents : Christophe GUITTON - Daniel AUDIBERT - Chantal MACQUET - Eric PIERRE - Dominique BOUVET - Laurence NIQUET - Bénédicte VIVIAN - François FOSSOUX - Jean-Paul DERONZIER - BALDACCHINO Edwige - Jérémie JOSNET - Orlane RAGOT.

Pouvoirs : Johann JARROUX à Dominique BOUVET.

Absents : Jean-Philippe TAVARES.

Secrétaire de séance : Jérémie JOSNET.

19/10

Objet :

Annulation de la délibération n°2019-01 du 04 février 2019 portant arrêt du PLU (Plan Local d'Urbanisme)

Monsieur Eric PIERRE, Maire-adjoint, rappelle que le Conseil Municipal de la commune de NONGLARD a décidé, par délibération n°2015-70 en date du 16 juin 2015, de prescrire la révision du Plan Local d'Urbanisme.

Cette révision du PLU s'inscrit dans un contexte législatif qui a fortement évolué, avec notamment :

-L'approbation du SCoT du Bassin Annécien (NONGLARD fait partie des communes de rang D).

-L'adoption de la loi Engagement National pour l'Environnement (ENE) du 12 juillet 2010, de la loi pour un Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) du 24 mars 2014, de la loi d'avenir pour l'agriculture du 13 octobre 2014.

-Le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 procédant à une codification de la partie réglementaire du livre 1^{er} du code de l'urbanisme

La commune a effectué les travaux de révision de son PLU au regard de ce décret n°2015-1783 et en prenant ce droit d'option.

Afin de sécuriser la procédure de révision du PLU, une délibération doit être prise actant l'application des modifications opérées aux articles R151-1 et suivants du code de l'urbanisme.

DCM N° 19-10 Annulation de la délibération n°2019-01 du 04 février 2019 portant arrêt du PLU (Plan Local d'Urbanisme)

Vu la délibération n° 2015-70 en date du 16 juin 2015 prescrivant la révision du PLU et précisant les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de concertation ;

Vu le compte rendu en date du 3 juillet 2017 actant la tenue du débat, au sein du conseil municipal, sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLU ;

Vu l'avis n°2018-ARA-DUPP-01110 de l'autorité environnementale en date du 10 décembre 2018 qui, suite à un examen au cas par cas en application de l'article R.104-28 du code de l'urbanisme, ne soumet pas le projet de PLU de NONGLARD à évaluation environnementale ;

Vu la délibération n° 2019-01 en date du 04 février 2019 arrêtant le projet de la révision du PLU et tirant le bilan de la concertation ;

Il est proposé au Conseil Municipal,

- DE RETIRER la délibération n° 2019-01 du 04 février 2019 relative au bilan de la concertation et à l'arrêt du projet de PLU.

Ont voté pour : l'ensemble des conseillers

Se sont abstenus : néant

Se sont opposés : néant

Pour extrait conforme,
Le Maire
M. Christophe GUITTON

Délibération devenue exécutoire compte tenu de
la télétransmission en Préfecture le 21 mars 2019
et de la publication le 21 mars 2019
Le Maire





EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers :

En exercice	14
Présents	12
Votants	13

L'an deux mille dix-neuf, le 18 mars,

Le conseil municipal de la commune de Nonglard, dûment convoqué le 14 mars, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de M. Christophe GUITTON, Maire.

Présents : Christophe GUITTON - Daniel AUDIBERT - Chantal MACQUET - Eric PIERRE - Dominique BOUVET - Laurence NIQUET - Bénédicte VIVIAN - François FOSSOUX - Jean-Paul DERONZIER - BALDACCHINO Edwige - Jérémie JOSNET - Orlane RAGOT.

Pouvoirs : Johann JARROUX à Dominique BOUVET.

Absents : Jean-Philippe TAVARES.

Secrétaire de séance : Jérémie JOSNET.

19/11

Objet :

Révision du PLU : Application des dispositions de articles L.151-1 et suivants du Code de l'Urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2016

Rapporteur Eric PIERRE,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.153-11 à L.153-22 et R.153-2 à R.153-10 dans leur rédaction en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2016 ;

Vu l'article 12 du décret no 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre 1^{er} du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme, à savoir :

"toutefois, dans les cas d'une élaboration ou d'une révision prescrite sur le fondement du 1^{er} de l'article L. 123-13 en vigueur avant le 31 décembre 2015, le conseil municipal peut décider que sera applicable au document l'ensemble des articles R. 151-1 à R. 151-55 du code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2016, par une délibération expresse qui intervient au plus tard lorsque le projet est arrêté "

Vu la délibération du conseil municipal n°2015-70 en date du 16 juin 2015, prescrivant la révision du Plan Local d'Urbanisme sur le fondement du 1^{er} de l'article L. 123-13 en vigueur avant le 31 décembre 2015 et définissant les modalités de concertation,

Vu le compte rendu en date du 3 juillet 2017 actant la tenue du débat, au sein du conseil municipal, sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLU,

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée sa délibération du 16 juin 2015 prescrivant la révision générale du Plan Local d'Urbanisme (PLU) et ajoute que le Projet d'Aménagement

et de Développement Durable (PADD) a fait l'objet d'un débat en conseil municipal lors de la séance du 2 octobre 2017.

En prévision de l'arrêt du projet, Monsieur le Maire évoque le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 procédant à une codification de la partie réglementaire du livre 1er du code de l'urbanisme, entré en vigueur le 01 janvier 2016. Ce décret prévoit notamment une modernisation du contenu du PLU en préservant les outils préexistants, tout en créant de nouveaux outils pouvant être mise en œuvre facultativement par les communes.

Les objectifs principaux de cette modernisation du contenu du PLU sont les suivants :

- prendre en compte les enjeux de l'urbanisme actuel ;
- offrir plus de souplesse et de possibilité aux collectivités pour s'adapter aux enjeux locaux ;
- favoriser un urbanisme de projet ;
- simplifier le règlement et faciliter son utilisation ;
- clarifier et sécuriser l'utilisation d'outils innovants.

L'article 12 du décret dispose que toute élaboration ou révision du PLU prescrite avant la date d'entrée en vigueur reste régie par les règles anciennement applicables, sauf délibération contraire du conseil municipal avant l'arrêt du projet.

Monsieur le Maire propose d'user de ce droit d'option qui permettra de bénéficier des avancées de la réforme sans être contraint d'attendre une prochaine révision générale.

Il est proposé au conseil municipal de :

- **DE DECIDER** que les modifications opérées aux articles R-151-1 et suivants du Code de l'Urbanisme par le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 soient applicables au PLU en cours de révision.

Ont voté pour : l'ensemble des conseillers

Se sont abstenus : néant

Se sont opposés : néant

Pour extrait conforme,
Le Maire
M. Christophe GUITTON

Délibération devenue exécutoire compte tenu de
la télétransmission en Préfecture le 21 mars 2019
et de la publication le 21 mars 2019
Le Maire





EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers :

En exercice	14
Présents	12
Votants	13

L'an deux mille dix-neuf, le 18 mars,

Le conseil municipal de la commune de Nonglard, dûment convoqué le 14 mars, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de M. Christophe GUITTON, Maire.

Présents : Christophe GUITTON - Daniel AUDIBERT - Chantal MACQUET - Eric PIERRE - Dominique BOUVET - Laurence NIQUET - Bénédicte VIVIAN - François FOSSOUX - Jean-Paul DERONZIER - BALDACCHINO Edwige - Jérémie JOSNET - Orlane RAGOT.

Pouvoirs : Johann JARROUX à Dominique BOUVET.

Absents : Jean-Philippe TAVARES.

Secrétaire de séance : Jérémie JOSNET.

19/12

Objet :

Arrêt du PLU (Plan Local d'Urbanisme)

Monsieur Eric PIERRE, rapporteur, rappelle au Conseil Municipal les conditions dans lesquelles la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) a été conduite par la Commune, et à quelle étape de la procédure il se situe.

Il rappelle les motifs de cette révision, les objectifs poursuivis tels que définis dans la délibération de prescription et présente le projet de PLU en expliquant les nouveaux choix d'aménagement qui ont été faits par rapport au PLU actuellement opposable.

Il indique que la concertation a été conduite conformément aux modalités arrêtées par le Conseil municipal.

Monsieur le Maire présente ensuite au conseil le bilan de concertation joint en annexe, qui fait la synthèse des observations émises.

Il est indiqué que le projet de révision du PLU de Nonglard tient compte des résultats de la concertation principalement sur la facilitation des déplacements, le covoiturage, un meilleur encadrement de la densification des dents creuses (reculs plus importants, mutualisation des accès), le développement des commerces et des services, la recherche d'une densité adaptée.

Monsieur le Maire précise que la concertation s'est déroulée de manière satisfaisante tant dans sa forme, au regard des modalités retenues dans la délibération de prescription du PLU, que dans son fond, au regard des avis émis.

Considérant que ce bilan est prêt à être tiré, Monsieur le Maire explique qu'en application de l'article L.103-6 du Code de l'urbanisme, le Conseil Municipal doit, par

DCM N° 19-12 Arrêt du PLU (Plan Local d'Urbanisme)

délibération, tirer le bilan de la concertation dont a fait l'objet l'élaboration du projet de PLU.

L'article R.153-3 du Code de l'urbanisme précise que la délibération qui arrête le projet de PLU peut simultanément tirer le bilan de la concertation.

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal les principales dispositions « projet arrêté » et invite les membres à faire part de leurs observations sur les pièces présentées.

Par ailleurs, et conformément à l'article L. 153-16 du Code de l'urbanisme, le projet de plan arrêté par délibération du Conseil Municipal est soumis pour avis aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du même code.

Après avoir entendu le rapport de M. le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme, et notamment

- les articles L.151-1 et suivants,

- l'article L.103-6 prévoyant, à l'issue de la concertation, une présentation de son bilan et une délibération du Conseil Municipal ;

Vu la délibération n° 2015-70 en date du 16 juin 2015 prescrivant la révision du PLU et précisant les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de concertation ;

Vu le compte rendu en date du 03 juillet 2017 actant la tenue du débat, au sein du conseil municipal, sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLU ;

Vu l'avis n°2018-ARA-DUPP-01110 de l'autorité environnementale en date du 10 décembre 2018 qui, suite un examen au cas par cas en application de l'article R.104-28 du code de l'urbanisme, ne soumet pas le projet de PLU de NONGLARD à évaluation environnementale ;

Vu l'absence d'un avis écrit des autorités organisatrices des transports urbains du GRAND ANNECY, et que leur avis est réputé favorable, conformément à l'article R153-2 du Code de l'urbanisme.

Vu la présentation par Monsieur le Maire, d'une part, des modalités selon lesquelles la concertation s'est effectuée tout au long de l'élaboration du projet de PLU et, d'autre part, du bilan de cette concertation établi conformément à l'article L.103-6 du Code de l'urbanisme et présenté en annexe (annexe 1) ;

Vu le projet de Plan Local d'Urbanisme et notamment le rapport de présentation, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) de la Commune, les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), le règlement écrit, le plan de zonage, les servitudes d'utilité publique et les annexes, conformément aux articles L.151-2 et suivants du Code de l'urbanisme (annexe 2) ;

Vu la présentation par M. le Maire, d'une part, des modalités selon lesquelles la concertation s'est effectuée tout au long de l'élaboration du projet de PLU et, d'autre part, du bilan de cette concertation établi conformément à l'article L.103-6 du Code de l'urbanisme et présenté en annexe;

Considérant le débat portant sur le bilan de la concertation ;

Vu le projet de Plan Local d'Urbanisme et notamment le rapport de présentation, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) de la Commune, les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), le règlement écrit, le plan de zonage, les servitudes d'utilité publique et les annexes, conformément aux articles L.151-2 et suivants du Code de l'urbanisme;

Considérant que le projet de révision du PLU est prêt à être transmis pour avis aux personnes publiques qui ont été associées à son élaboration et aux personnes qui ont demandé à être consultées, à la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du Code rural et de la pêche maritime, conformément aux articles L.153-16 et L153-17 du Code de l'urbanisme.

Considérant que, conformément à l'article R153-6 du Code de l'urbanisme, le projet de PLU est prêt à être transmis pour avis à la chambre d'agriculture, à l'Institut national de l'origine et de la qualité dans les zones d'appellation d'origine contrôlée et au Centre national de la propriété forestière dans la mesure où il prévoit une réduction des espaces agricoles et forestiers, conformément à l'article L. 112-3 du code rural et de la pêche maritime.

Vu la délibération n°2019-11 du 18 mars 2019 portant modernisation des règles de rédaction du PLU,

Il est proposé au Conseil Municipal,

- **DE CONFIRMER** que la concertation relative au projet de PLU de NONGLARD s'est déroulée conformément aux modalités fixées par la délibération n° 2015-70 en date du 16 juin 2015 ;

- **DE TIRER** le bilan de la concertation sur le projet de PLU tel qu'il est présenté et annexé à la présente délibération.

- **D'ARRETER** le projet de PLU de NONGLARD tel qu'il est annexé à la présente délibération.

- **DE DECIDER**, conformément aux articles L. 153-16 et L153-17 du Code de l'urbanisme, de communiquer le projet de PLU pour avis

- aux personnes publiques qui ont été associées à son élaboration mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'urbanisme,

- ainsi qu'à leur demande aux communes limitrophes et aux Etablissement Publics de coopération intercommunale (EPCI) directement intéressés, à la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime.

Ces personnes et cette commission donnent un avis dans les limites de leurs compétences propres, au plus tard trois mois après transmission du projet de plan ; à défaut, ces avis sont réputés favorables.

- **DE DECIDER**, conformément à l'article R 153-6 du code de l'urbanisme, de communiquer le projet de PLU pour avis à la Chambre d'agriculture, à l'Institut national de l'origine et de la qualité dans les zones d'appellation d'origine contrôlée et au Centre national de la propriété forestière dans la mesure où il prévoit une réduction des espaces agricoles et forestiers, conformément à l'article L. 112-3 du code rural et de la pêche maritime.

Ces avis sont rendus dans un délai de deux mois à compter de la saisine. En l'absence de réponse à l'issue de ce délai, l'avis est réputé favorable.

- **DE PRÉCISER** que, conformément à l'article L.132-12 du code de l'urbanisme, peuvent être consultées à leur demande sur le projet de révision du PLU arrêté :

- les associations locales d'usagers agréées dans les conditions définies par décret en Conseil d'Etat et conformément à l'article R.132-6 du Code de l'urbanisme

- les associations agréées mentionnées à l'article L.141-1 du code de l'environnement

- le représentant de l'ensemble des organismes mentionnés à l'article L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation propriétaires ou gestionnaires de logements situés sur le territoire de la commune, dans les conditions prévues à l'article R.132-9 du Code de l'urbanisme ;

- **DE PRECISER** que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet et fera l'objet, conformément à l'article R.153-3 du Code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie pendant un délai d'un mois.
- **DE PRECISER** que le dossier sera soumis à enquête publique conformément à l'article L.153-19 du Code de l'urbanisme, dès que les personnes publiques associées et consultées auront rendu leurs avis.
- **DE PRECISER** que le projet de PLU de NONGLARD tel qu'arrêté par la présente délibération, est tenu à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie.

Ont voté pour : l'ensemble des conseillers

Se sont abstenus : néant

Se sont opposés : néant

Pour extrait conforme,
Le Maire
M. Christophe GUITTON

Délibération devenue exécutoire compte tenu de
la télétransmission en Préfecture le 21 mars 2019
et de la publication le 21 mars 2019
Le Maire

